

BASTIDE LE CONFORT MEDICAL
Société Anonyme au capital de 3.303.261 EUROS
Siège Social : 12, avenue de la Dame - Centre Euro 2000
30132 CAISSARGUES

305 635 039 RCS NIMES



I – COMPTES CONDENSES POUR LE SEMESTRE ECOULE

Les comptes semestriels consolidés du groupe Bastide le confort médical au 31 décembre 2011 sont établis conformément aux principes et méthodes définis par le référentiel international *International Financial Reporting Standards*.

Ils présentent, en milliers d'euros :

- le bilan et le compte de résultat consolidés ;
- le tableau de variation des capitaux propres ;
- le tableau des flux de trésorerie ;
- l'annexe.

Ils sont établis comparativement au 30 juin 2011 pour le bilan et 31 décembre 2010 et au 30 juin 2011 pour le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie.

I – BILAN CONSOLIDE AU 31/12/2011

ACTIF (en milliers d'euros)	au 31/12/2011	au 30/06/2011
Autres Immobilisations incorporelles	2 699	2 451
Goodwill	14 528	13 531
Immobilisations corporelles	37 125	35 485
Actifs financiers non courants	1 828	1 852
Impôts différés	0	0
Total actifs non-courants	56 180	53 319
Stocks et en cours	15 293	15 151
Clients et comptes rattachés	18 233	15 845
Autres créances	5 615	5 865
Autres actifs courants	1 862	1 623
Equivalents de trésorerie	2 046	2 448
Trésorerie	4 392	2 145
Total actifs courants	47 441	43 077
Total des actifs destinés à être cédés	0	0
Total Actif	103 621	96 396

PASSIF (en milliers d'euros)	au 31/12/2011	au 30/06/2011
Capital	3 303	3 303
Primes liées au capital	9 336	9 336
Actions propres	-609	-239
Autres réserves	0	0
Résultats accumulés	29 066	28 628
Total capitaux propres, part du groupe	41 096	41 028
Total intérêts minoritaires	134	243
Total des capitaux propres	41 230	41 271
Emprunts et dettes financières (part à plus d'un an)	20 494	18 609
Avantages au personnel	142	132
Autres provisions	0	0
Impôts différés	598	557
Total passifs non-courants	21 234	19 298
Emprunts et concours bancaires (part à moins d'un an)	12 022	10 506
Provisions (part à moins d'un an)	315	248
Fournisseurs et comptes rattachés	20 032	17 293
Autres dettes	8 788	7 780
Autres passifs courants		
Total passifs courants	41 157	35 827
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	0	0
Total des passifs	62 391	55 125
Total Passif	103 621	96 396

II – COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE(en milliers d'euros)

	du 01/07/2011 au 31/12/2011	du 01/07/2010 au 30/06/2011	du 01/07/2010 au 31/12/2010
Chiffre d'affaires	61 337	109 131	54 602
Autres produits	83	1 783	886
Achats consommés	-23 084	-41 761	-21 197
Charges externes	-12 274	-23 053	-11 703
Charges de personnel	-15 378	-27 975	-13 297
Impôts et taxes	-623	-1 025	-586
Dotation aux amortissements	-5 838	-10 314	-4 976
Dépréciations	-73	-88	-36
Autres charges	-148	-144	-204
Résultat opérationnel courant	4 002	6 554	3 489
Autres produits et charges opérationnels			
Résultat opérationnel	4 002	6 554	3 489
Coût de l'endettement financier brut	-804	-1 067	-641
Coût de l'endettement financier net	-804	-1 067	-641
Autres produits et charges financiers	13	52	10
Quote-part de résultat des mises en équivalence	0	0	0
Résultat avant impôt sur le résultat	3 211	5 539	2 858
Impôt sur le résultat	-1 312	-2 309	-1 329
Résultat des activités poursuivies	1 899	3 230	1 529
Activités abandonnées			
Résultat des activités abandonnées	0	0	0
Résultat de l'exercice	1 899	3 230	1 529
Revenant			
aux actionnaires de la société	1 883	3 198	1 524
aux intérêts minoritaires	16	32	5
Résultat par action (en €) (*)	0,26	0,44	0,21
Résultat dilué par action (en €) (*)	0,26	0,44	0,21

(*)calculé au titre des différentes périodes sur le nombre d'actions existant au 31/12/2011, soit 7 340 580

III -AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL (Retraitements des éléments passés en capitaux propres)

en milliers d'euros	<u>31/12/2011</u>	<u>30/06/2011</u>	<u>31/12/2010</u>
Résultat net consolidé	1 899	3 230	1 529
Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente	0	0	0
Variation de juste valeur des instruments financiers de couverture	0	0	0
Différences de conversion	0	0	0
Autres	0	0	0
Autres éléments du résultat global (passés en capitaux propres et nets d'impôts)	0	0	0
Résultat global consolidé (1)	1 899	3 230	1 529
dont résultat global part des minoritaires	16	32	5
dont résultat global part du groupe	1 883	3 198	1 524

(1) Le total requis par IAS 1 révisée : « Résultat Global consolidé » regroupe les charges et produits comptabilisés directement en résultat de la période et ceux comptabilisés directement en capitaux propres.

IV – TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES (en milliers d’euros)

	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Autres réserves groupe			Résultats accumulés	Total capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
				Réserves de conversion	Autres réserves	Total				
Situation au 30 juin 2010	3 303	9 336	-175	0	0	0	26 765	39 229	0	39 229
Autres éléments du résultat global passés en capitaux propres (1)								0		0
Résultat de la période							1 529	1 529		1 529
Résultat global consolidé	0	0	0	0	0	0	1 529	1 529	0	1 529
Dividendes versés							-800	-800		-800
Variation autocontrôle			-540					-540		-540
Autres variations			13					13		13
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	-527	0	0	0	-800	-1 327	0	-1 327
Situation au 31 décembre 2010	3 303	9 336	-702	0	0	0	27 494	39 431	0	39 431
Autres éléments du résultat global passés en capitaux propres (1)								0		0
Résultat de la période							1 669	1 669	32	1 701
Résultat global consolidé	0	0	0	0	0	0	1 669	1 669	32	1 701
Dividendes versés							0	0		0
Variations de périmètre								0	211	211
Variation autocontrôle			476					476		476
Autres variations			-13				-535	-548		-548
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	463	0	0	0	-535	-72	211	139
Situation au 30 juin 2011	3 303	9 336	-239	0	0	0	28 628	41 028	243	41 271
Autres éléments du résultat global passés en capitaux propres (1)								0		0
Résultat de la période							1 883	1 883	16	1 899
Résultat global consolidé	0	0	0	0	0	0	1 883	1 883	16	1 899
Dividendes versés							-1 101	-1 101		-1 101
Variations de périmètre							-365	-365	-125	-490
Variation autocontrôle			-370					-370		-370
Autres variations							21	21		21
Total des transactions avec les actionnaires	0	0	-370	0	0	0	-1 445	-1 815	-125	-1 940
Situation au 31 décembre 2011	3 303	9 336	-609	0	0	0	29 066	41 096	134	41 230

(1) Conformément aux dispositions de la norme IAS 1 révisée, les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres sont détaillés dans le tableau « autres éléments du résultat global » présenté ci-avant.

V – TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES (en milliers d'euros)

	du 01/07/2011 au 31/12/2011	du 01/07/2010 au 30/06/2011	du 01/07/2010 au 31/12/2010
Résultat net consolidé	1 899	3 230	1 529
Elimination des amortissements et provisions	5 114	10 467	4 508
Elimination des résultats de cessions d'immobilisations	21	86	-11
Elimination des variations des impôts différés	-20	-131	-71
Elimination du retraitement des locations-financement	1 129	1 169	829
Elimination du retraitement de la cession de l'autocontrôle	0	0	0
Incidence de la variation du B.F.R.	872	-350	791
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	9 015	14 471	7 575
Incidence des variations de périmètre	-1 242	-3 710	-10
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	-7 676	-13 399	-5 602
Acquisition d'actifs financiers	0	-59	-346
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	82	57	53
Cession d'actifs financiers	76	0	326
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	-8 760	-17 111	-5 579
Augmentation de capital	0	0	
Cession (acquisition) nette d'actions propres	-370	-64	-540
Emission d'emprunts	7 155	15 119	6 700
Remboursement d'emprunts	-4 606	-6 200	-3 602
Dividendes versés	-1 101	-800	-800
Redevances de locations financement versées	-1 101	-1 371	-773
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-23	6 684	985
Variation de la trésorerie	232	4 045	2 981
Trésorerie d'ouverture	3 875	-170	-170
Trésorerie de clôture	4 107	3 875	2 811
Trésorerie brute	4 392	2 145	2 835
Equivalents de trésorerie	2 046	2 448	360
Découverts bancaires	-2 331	-718	-24
Trésorerie de clôture	4 107	3 875	3 171

VI – ANNEXE

Le groupe Bastide Le Confort Médical commercialise une gamme complète de produits et de services pour une prise en charge globale des patients à domicile en matière de matériel (location et vente), d'assistance respiratoire et de perfusion-nutrition.

Du fait de sa cotation dans un pays de l'union européenne et en application du règlement n°1606/2002 adopté le 19 juillet 2002 par le parlement européen les présents états financiers couvrant la période allant du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011 ont été établis conformément aux International Financial Reporting Standards (IFRS), publiés par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptés par l'Union Européenne au 31 décembre 2011.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 27/02/2012.

Les méthodes comptables sont identiques à celles de l'exercice précédent, les nouvelles normes adoptées depuis n'ayant pas eu d'incidence significative.

Les normes ou interprétations publiées au 31 décembre 2011 mais non encore entrées en vigueur n'ont pas été appliquées par anticipation. Elles ne devraient pas avoir de conséquences significatives sur les comptes consolidés.

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au millier le plus proche.

Utilisation d'estimations

Pour préparer les informations financières conformément aux IFRS, la Direction du groupe doit procéder à des estimations et faire des hypothèses qui affectent, d'une part, les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif ainsi que des informations fournies sur les actifs et passifs éventuels à la date d'établissement de ces informations financières et, d'autre part, les montants présentés au titre des produits et charges de l'exercice.

La Direction revoit ses estimations et appréciations de manière régulière sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables, qui constituent le fondement de ses appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Les estimations concernent plus particulièrement les éléments suivants :

- Dépréciation des goodwill : cf § 2.2 et 3.2
- Passifs éventuels : cf § 3.22.

Note 1 – Faits significatifs au 31 décembre 2011

En octobre 2011, le Groupe BASTIDE Le Confort Médical a pris une participation majoritaire à hauteur de 51.33 % dans la Société AB2M, spécialisée dans la fourniture de solutions de Stomathérapie à Trappes (78).

Le Groupe BASTIDE Le Confort Médical a également rachetée les parts des actionnaires minoritaires de la SAS MEDIKEA

Le Groupe détient donc 100 % du capital de cette société à ce jour.

Note 2 – Principes comptables et méthodes d'évaluation

2.1 – Principes de consolidation

Les comptes consolidés au 31 décembre 2011 comprennent les états financiers de BASTIDE LE CONFORT MEDICAL et de ses filiales CONFORTIS, BASTIDE FRANCHISE, MEDIKEA, CENTRE DE STOMATHERAPIE, A à Z SANTE, AERODOM et d'AB2M. Les états financiers des filiales sont préparés pour le même exercice que la société mère en utilisant les mêmes méthodes comptables.

Celles-ci sont contrôlées de manière exclusive et consolidées par intégration globale. Cette méthode consiste à substituer au bilan à la juste valeur des titres de participation, la totalité des actifs et passifs des filiales et à incorporer dans le compte de résultat la totalité de leurs charges et produits en reconnaissant les droits des minoritaires dans les réserves et le résultat. Les filiales sont consolidées à partir du moment où le Groupe en prend le contrôle et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe.

Toutes les opérations réciproques entre les trois sociétés et notamment celles donnant lieu à des marges ou des plus-values internes, ont été éliminées.

2.2 – Goodwill

Les acquisitions de filiales sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition conformément à la norme IFRS 3R « Regroupement d'entreprises ». Les goodwills résultant de la différence entre le coût d'acquisition et la quote-part des capitaux propres après évaluation à la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le groupe peut opter, acquisition par acquisition, pour la comptabilisation d'un goodwill dit « complet », c'est-à-dire que ce dernier est calculé en prenant en compte la juste valeur des participations ne donnant pas le contrôle en date de l'acquisition, et non pas uniquement leur quote-part dans la juste valeur des actifs et passifs de l'entité acquise.

Les goodwills enregistrés résultent des regroupements d'entreprise opérés sur des filiales consolidées ainsi que des goodwills des sociétés acquises par BASTIDE LE CONFORT MEDICAL et fusionnées.

Conformément à la norme IFRS 3R le goodwill identifié lors d'une acquisition est susceptible de connaître des modifications rétrospectives durant une période de 12 mois à compter de la date de prise de contrôle.

Conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « dépréciation d'actifs », ils ne sont pas amortis, mais sont testés au minimum une fois par an pour détecter d'éventuelles pertes de valeur.

Pour les besoins de ces tests, les valeurs d'actifs sont regroupées par Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Le groupe considère que chaque agence commerciale ou à défaut chaque filiale constitue une UGT, valorisée sur la base des flux nets de trésorerie prévisionnels. Certaines valeurs d'actifs correspondent à plusieurs UGT, la société n'ayant pas affecté, à l'époque du regroupement, une valeur à chaque agence. Lorsque la valeur d'utilité de l'UGT, ou d'un ensemble d'UGT, se révèle inférieure à sa valeur nette comptable, la dépréciation correspondante est comptabilisée.

Les valeurs recouvrables des actifs pouvant conduire à identifier une dépréciation sont essentiellement déterminées à partir de projections actualisées des flux de trésorerie futurs sur une durée de 5 ans et d'une valeur terminale. Le taux d'actualisation retenu est le coût moyen pondéré du capital incluant une prime de risque.

Les hypothèses retenues en termes de variation de chiffre d'affaires et de valeurs terminales sont raisonnables. Des tests de dépréciation complémentaires sont effectués si des événements ou circonstances particulières indiquent une perte de valeur potentielle.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition ne sont pas réversibles.

2.3 – Immobilisations incorporelles

Elles comprennent :

- des éléments amortissables, tels que : logiciels, droits d'exploitation, qui sont amortis sur 3 ans ;
- des bases clientèles qui sont amorties sur 10 ans ;
- des éléments non amortissables, droits au bail, qui font l'objet d'une évaluation régulière permettant, le cas échéant, la comptabilisation d'une dépréciation.

Les bases clientèles résultent de l'identification des actifs à la juste valeur des éléments acquis lors d'un regroupement d'entreprise. Elles sont estimées sur la base des flux différentiels futurs de trésorerie actualisés représentatifs de l'avantage économique attendu de cet actif au moment de l'acquisition. Leur dépréciation linéaire sur une durée de 10 ans est représentative de l'érosion naturelle dudit avantage économique, un test de dépréciation complémentaire utilisant des données prospectives pouvant amener à constater une dépréciation supplémentaire afin de ramener la valeur de l'actif à sa valeur d'utilité à la date de clôture.

Les frais de recherche et de développement, d'un montant non significatif, sont comptabilisés en charges, hormis les dépenses liées au développement de la franchise Bastide Le Confort Médical qui ont été immobilisées, pour un montant de 150K€ au titre de l'exercice clos le 30/06/2008, et sont amorties sur 4 ans.

2.4 – Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et dépréciations comptabilisées et n'ont pas fait l'objet de réévaluations en juste valeur.

Principales durées d'utilisation retenues par type d'immobilisations :

- constructions	20 ans
- agencements des constructions	5 à 10 ans
- matériel et outillage	6 à 8 ans
- installations générales	5 ans
- matériel de transport	5 ans
- matériel et mobilier de bureau	5 ans

La durée d'utilité est revue chaque année et les ajustements éventuels en résultant sont comptabilisés de manière prospective. Les dépréciations sont calculées selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation susmentionnées.

Les valeurs comptables des immobilisations corporelles sont revues pour dépréciation lorsque des événements ou des changements dans les circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. S'il existe un quelconque indice de cette nature et si les valeurs comptables excèdent la valeur recouvrable estimée, les actifs sont dépréciés pour être ramenés à leur valeur recouvrable.

Une immobilisation corporelle est décomptabilisée lors de sa sortie ou quand aucun avantage économique futur n'est attendu de son utilisation ou de sa sortie. Tout gain ou perte résultant de la décomptabilisation d'un actif est inclus dans le compte de résultat l'année de la décomptabilisation de l'actif.

Contrats de location - financement

Le groupe applique les critères de la norme IAS 17. Ainsi, les contrats de location-financement qui ont pour effet de transférer substantiellement les risques et avantages inhérents à la propriété d'un bien au preneur sont capitalisés et amortis sur les durées exposées ci-dessus. La dette correspondante est identifiée sur une ligne séparée dans l'annexe.

Les locations simples sont comptabilisées en charges externes et présentées dans les engagements hors bilan.

2.5 - Autres Actifs financiers

Il s'agit principalement de prêts et de dépôts et cautionnements, ainsi que, très accessoirement, de titres de sociétés non consolidées. Ils sont présentés en actifs non courants.

Les prêts accordés, qui ont des échéances comprises entre 7 et 20 ans, n'ont pas fait l'objet d'une actualisation de leur nominal, l'impact étant non significatif.

L'ensemble des autres actifs financiers fait l'objet d'une revue annuelle pour déterminer s'il existe un risque de perte de valeur.

2.6 – Stocks

Les stocks sont évalués selon la méthode du coût moyen pondéré.

Aucune marchandise vendue ne subit de transformation de la part du groupe.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les dépréciations correspondantes sont comptabilisées.

2.7 – Clients et comptes rattachés

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale.

Lorsqu'un risque de non-recouvrement existe, une dépréciation est pratiquée, basée sur l'ancienneté de la créance et sur la qualité du débiteur (tiers payant ou non).

2.8 – Autres débiteurs et autres actifs courants

Ils sont évalués à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations éventuelles tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9 – Opérations en devises

Elles sont peu importantes et sont valorisées pour leur contre-valeur en euros à la date du règlement.

Les dettes en devises sont, le cas échéant, valorisées au cours de fin d'exercice.

2.10 – Actions d'autocontrôle

Les actions de la société mère détenues par elle-même sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

2.11 – Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'un événement passé, qu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et que le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Si l'effet de la valeur temps est significatif, les provisions sont déterminées en actualisant les flux de trésorerie attendus à un taux d'actualisation avant impôts qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et, le cas échéant, les risques spécifiques au passif. Lorsque la provision est actualisée, l'augmentation de la provision liée à l'écoulement du temps est comptabilisée comme un coût d'emprunt.

Le poste provision est réparti en « provisions non courantes » et « provisions courantes ».

Les provisions non courantes comprennent les engagements envers le personnel au titre des indemnités de fin de carrière. L'entreprise effectue une évaluation totale de ses engagements.

Cette provision correspond aux droits acquis par l'ensemble du personnel salarié selon la convention collective en vigueur. Elle est calculée selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées, conforme à la norme IAS 19. Le montant auquel conduit l'utilisation de cette méthode correspond à la notion de P.B.O. (Projected Benefit Obligation). La P.B.O. représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaire jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn-over et de survie.

La méthode d'évaluation retenue est fondée sur des statistiques et hypothèses suivantes :

- une rotation moyenne du personnel entre moyen et fort
- la table de mortalité Insee 2009
- l'indemnité de départ volontaire conformément à la convention collective applicable et qui représente 50 % de l'indemnité de licenciement
- le taux de charges sociales de 36.50 %
- un taux d'actualisation de 4.60 %

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation du métier du groupe, comprennent pour l'essentiel les provisions pour restructuration, contentieux et risques divers. Ces risques sont appréciés en fonction de situations factuelles et ne devraient pas présenter d'incertitudes majeures susceptibles d'entraîner des ajustements significatifs lors des exercices ultérieurs.

2.12 – Impôts différés

Les impositions différées sont constituées, selon la méthode du report variable, pour les différences constatées entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif.

Des passifs d'impôts différés sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles imposables :

- sauf quand le passif d'impôt différé résulte de l'amortissement non déductible fiscalement d'un goodwill ou de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice ou la perte imposable
- Pour les différences temporelles taxables à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, sauf si la date à laquelle la différence temporelle s'inversera peut être contrôlée et qu'il est probable que la différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour toutes les différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés, dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable sera disponible, sur lequel ces différences temporelles déductibles, reports en avant de pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés :

- sauf quand l'actif d'impôt différé lié à la différence temporelle déductible est généré par la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui, à la date de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable ou la perte fiscale ;
- Pour les différences temporelles déductibles liées à des participations dans les filiales, entreprises associées et coentreprises, des actifs d'impôt différé ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que la différence temporelle s'inversera dans un avenir prévisible et qu'il existera un bénéfice imposable sur lequel pourra s'imputer la différence temporelle.

La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque date de clôture et réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre l'utilisation de l'avantage de tout ou partie de cet actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture.

Les impôts relatifs aux éléments reconnus directement en capitaux propres sont comptabilisés en capitaux propres et non dans le compte de résultat.

Au bilan, le groupe compense les actifs et les passifs d'impôt différé si l'entité possède un droit légal de compenser les impôts concernés, si ceux-ci relèvent d'une même autorité de taxation et si les dates d'échéance sont proches.

Les impositions différées sont présentées en actifs et passifs non courants.

Le groupe a considéré que la cotisation sur la valeur ajoutée (CVAE) répond à la définition d'un impôt sur le résultat telle qu'énoncée par IAS 12. Conformément aux dispositions d'IAS 12, la qualification de la CVAE en tant qu'impôt sur le résultat conduit à comptabiliser en contrepartie une dette d'impôt différée relative aux différences temporelles.

2.13 – Dettes financières

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

La part à plus d'un an figure en passif non courant.

2.14 – Autres Dettes et passifs courants

Les dettes courantes sont évaluées à leur valeur nominale représentative de la sortie de ressources attendue lors de l'exécution de l'obligation.

Les dettes résultant d'une obligation d'achat d'actions (dérivé financier) ont fait l'objet d'une évaluation et d'une présentation répondant aux normes IAS 32 et 39.

- L'estimation du montant actuel du dérivé est effectuée par application d'un modèle binomial permettant d'estimer le montant de la valeur actuelle de réalisation à la date de l'exercice. Ce modèle dont l'évaluation du sous-jacent découle des accords conclus entre cessionnaires et cédants repose sur des projections de résultats futurs dont l'évaluation a été effectuée de façon raisonnable et prudente.
- Le dérivé d'obligation d'achat fait l'objet d'un enregistrement en autres dettes en contrepartie des capitaux propres. L'exercice ultérieur de l'obligation d'achat affectera les intérêts des minoritaires, la différence éventuelle entre le prix versé et l'évaluation du dérivé lors de sa dernière estimation étant enregistré en capitaux propres.

2.15 – Compte de résultat

Le chiffre d'affaires est comptabilisé à la date du transfert de propriété des produits.

Le groupe utilise le résultat opérationnel courant comme principal indicateur de performance. Le résultat opérationnel courant correspond au résultat de l'ensemble consolidé avant prise en compte :

- des autres produits et charges opérationnels qui peuvent comprendre les coûts de restructuration, les pertes de valeur d'actifs (dont les goodwill) et les litiges et événements très inhabituels,
- des produits et charges financiers,
- des impôts sur les résultats (dont la CVAE).

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, augmenté de toutes les actions potentiellement dilutives.

2.16- Gestion des risques financiers

Le groupe a identifié les principaux risques financiers afférents à son activité :

- concernant les risques de crédit et de liquidité, le Groupe, notamment grâce à la qualité de son portefeuille clients, négocie annuellement, dans le cadre de son budget, l'ensemble de ses besoins à court et moyen terme. Compte tenu de la structure de son bilan et de l'échéance de ses dettes, le Groupe n'anticipe pas de problème de liquidités.
- concernant les risques de taux, le Groupe gère ses risques de taux à l'aide d'instruments dérivés (cf 3.9) et n'est en aucun cas en risque spéculatif.

Note 3 – Compléments d'informations relatifs aux états financiers

3.1 – Périmètre de consolidation

<i>Sociétés</i>	<i>Siège social</i>	<i>Siret</i>	<i>% Contrôle</i>	<i>% d'intérêt</i>
SA BASTIDE LE CONFORT MEDICAL	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues	305 635 039 001 94	Société Mère	Société Mère
SAS CONFORTIS	52 rue Bernard 93000 Bobigny	342 086 915 002 59	100%	100%
SAS BASTIDE FRANCHISE	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues	498 615 640 000 14	100%	100%
SAS A à Z Santé	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues	450 367 297 000 22	100%	100%
SAS MEDIKEA	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues	522 530 104 000 28	100%	100%
SAS CENTRE DE STOMATHERAPIE	157 Bd. De Suisse 31200 Toulouse	312 367 824 000 66	100%	100%
SARL AB2M	39 Rue Jean Jaures 78 190 Trappes	451 224 943 000 14	51.33%	51.33%

SAS AERODOM	12, Avenue de la Dame 30132 Caissargues	530 497 023 000 16	100%	100%
-------------	--	--------------------	------	------

Ces sociétés sont de nationalité française et sont intégrées globalement.

3.2 – Goodwill

Tableau de variation	Nb agences	30/06/11	Accroissement	Diminution	31/12/11
Lhomme Rabier	1	320			320
Escande	1	331			331
Aerodom	2	710			710
Médical Chaubet	1	554			554
Médico Savoie	1	54			54
Hygiène Service	2	297			297
SPM	1	124			124
Sète	1	11			11
Médical Guiraud	2	472			472
Tours	1	95			95
Sésame	1	146			146
Confortis	17	5 937			5 937
Medical Home Santé	1	776			776
Novem	1	94			94
Centre Stomathérapie / Medikea	1	1 254			1 254
A à Z Santé	1	2 356			2 356
AB2M	1		997		997
Total	36	13 531	997	0	14 528

Toutes les sociétés identifiées ont fait l'objet de fusion-absorption par la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL depuis leur acquisition à l'exception de :

- CONFORTIS ;
- A à Z Santé ;
- Centre de Stomathérapie et MEDIKEA ;
- AB2M.

Le Groupe a retenu la méthode d'évaluation et de comptabilisation du Goodwill complet lors de l'acquisition de la société AB2M en octobre 2011.

Les titres de la société « MEDIKEA » ont été acquis par la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL à hauteur de 65% en octobre 2010, les 35% restants ayant été acquis le décembre 2011.

Hypothèse retenue pour le test de valeur :

	<u>31/12/2011</u>	<u>30/06/2011</u>
Taux d'actualisation	15.5 %	12 %

3.3 – Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes

Tableau de variation	30/06/11	Acquisitions	Cessions	Périmètre	31/12/11
Logiciels	904	268	129	3	1 046
Frais de développement	150				150
Droits au bail	1 047				1 047
Honoraires baux commerciaux	218				218
Bases clientèle	1 200			221	1 421
En cours	0				0
Total	3 519	268	129	224	3 882

Amortissements / Provisions

Tableau de variation	30/06/11	Augmentation	Diminution	Périmètre	31/12/11
Logiciels	843	40		3	886
Frais de développement	140	12			152
Droits au bail	53	13			66
Bases clientèle	32	46			78
Honoraires baux commerciaux	0				0
Total	1 068	111	0	3	1 182

3.4 – Immobilisations corporelles

Valeurs brutes

Tableau de variation	30/06/11	Augmentation	Diminution	Périmètre	31/12/11
Terrain	70				70
<i>dont retraitement loc-financements</i>	70				70
Agencements, Aménagements, Inst.	12 162	450	7		12 605
<i>dont retraitement loc-financements</i>	200				200
Installations techniques et outillage	66 179	5 709	2 693		69 195
<i>dont retraitement loc-financements</i>	1 142		101		1 041
Autres immobilisations	6 809	924	621	18	7 130
<i>dont retraitement loc-financements</i>	4 345	650	468		4 527
Immobilisations en cours	0	265	6		259
Total	85 220	7 348	3 327	18	89 259

Amortissements / Provisions

Tableau de variation	30/06/11	Augmentation	Diminution	Périmètre	31/12/11
Agencements, Aménagements, Inst.	8 658	462			9 120
<i>dont retraitement loc-financements</i>	172	5			177
Installations techniques et outillage	37 172	4 443	2 798		38 817
<i>dont retraitement loc-financements</i>	1 106	36	101		1 041
Autres immobilisations	3 905	831	553	14	4 197
<i>dont retraitement loc-financements</i>	1 726	698	468		1 956
Total	49 735	5 736	3 351	14	52 134

3.5 – Autres Actifs financiers

	31/12/2011	30/06/2011
Titres de participation et créances rattachées	10	15
Prets divers	597	541
Dépôts de garantie	1221	1 296
Valeurs nettes	1 828	1 852

3.6 – Etat des échéances des actifs courants

	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2010
Créances clients brutes	18356	15 968	16 127
Dépréciation	-123	-123	-152
Créances clients nettes	18 233	15 845	15 975
Créances fournisseurs	22	3 068	2 350
Créances sociales	0	214	122
Créances fiscales	53	1 231	1 887
Créances diverses	5540	1 352	770
Autres créances	5 615	5 865	5 129
Autres actifs courants	1 623	1 623	1 496

La rubrique des autres actifs courants recouvre exclusivement les charges constatées d'avance.

Toutes ces créances sont à échéance à moins d'un an.

3.7– Capitaux propres

Le capital social est inchangé au 31 décembre 2011 à 3.303.261 euros. Il est composé de 7.340.580 actions de 0,45 euros de valeur nominale.

Date	Nature de l'opération	Montant de l'opération (brut en €)	Primé d'émission (€)	Montant cumulé du capital (€)	Valeur nominale des actions	Nombre d'actions cumulées
01/07/2008				3 303 261	0,45	7 340 580
30/06/2009				3 303 261	0,45	7 340 580
30/06/2010				3 303 261	0,45	7 340 580
31/12/2011				3 303 261	0,45	7 340 580

Le capital est détenu par le fondateur du groupe et sa famille à hauteur de 49,29% via la holding familiale Société d'Investissement Bastide, 3 722 580 actions étant en circulation sur l'Eurolist Compartiment C.

Afin de favoriser la liquidité des transactions et la régularité de la cotation des titres Bastide Le Confort Médical, un contrat de liquidité animé par Gilbert Dupont a été mis en place au niveau de la société.

3.8– Actions d'autocontrôle

La société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL détient 74 200 de ses propres actions au 31 décembre 2011, pour une valeur d'acquisition de 609 K€, soit une valeur unitaire de 8,21 euros.

Le cours de clôture de l'action au 31 décembre 2011 s'élevait à 6,72 euros.

3.9 – Emprunts

Les dettes financières sont ventilées en passifs courants pour leur partie à moins d'un an et en passifs non courants pour le solde.

Courants (échéance à moins d'un an)

	31/12/2011	30/06/2011
Emprunts	8 293	8 455
Emprunts sur retraitement des locations financement	1 398	1 333
Concours bancaires	2 331	718
Total	12 022	10 506

Non courants (échéance à plus d'un an)

	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2010
Emprunts	19 259	17 198	11 945
Emprunts sur retraitement des locations financement	1 235	1 411	560
Total	20 494	18 609	12 505

Au 31 décembre 2011, le capital restant dû sur les emprunts bancaires se répartit de la façon suivante :

- Taux Fixe : 68.95% (VS 66.54% au 30 juin 2011)
- Taux Variable Swapé : 19.57% (VS 16.46% au 30 juin 2011)
- Taux Variable capé : 9.34% (VS 11.78% au 30 juin 2011)
- Taux variable (Emprunt CT – de 1 an) : 2.14% (VS 5.22% au 30 juin 2011)

Les emprunts souscrits ne comportent pas de clause de covenant bancaire. Le tableau suivant présente les échéances contractuelles résiduelles sur l'endettement financier net :

Échéances en K€	Total	Avant le 31/12/2012	Avant le 31/12/2013	Avant le 31/12/2014	Avant le 31/12/2015	Avant le 31/12/2016	Au-delà de décembre 2016
Emprunts	27 552	8 293	6 644	5 465	3 771	1 830	1 549
Emprunts (retraitement loc-Financements)	2 633	1 398	995	240			
Découverts bancaires	2 331	2 331					
Total dettes financières	32 516	12 022	7 639	5 705	3 771	1 830	1 549
Disponibilités et équivalents	6 438	6 438					
Endettement net	26 078	5 584	7 639	5 705	3 771	1 830	1 549

3.10 – Provisions pour risques et charges

Les provisions sont ventilées en passifs courants et passifs non courants.

	30/06/11	Dotations	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Périmètre	31/12/11
Passifs non courants -Indemnités fin de carrière	132	17	10		3	142
Passifs courants -Contentieux divers	248	83	16			315
Total	380	100	26	0	3	457

Le poste des passifs courants concerne pour 225 K€ une provision pour redressement fiscal (cf 3.22).

3.11 – Provisions pour dépréciations d'actifs

	30/06/11	Dotations	Reprises provisions utilisées	Reprises provisions non utilisées	Périmètre	31/12/11
Autres immobilisations financières	0					0
Stocks marchandises	53					53
Créances clients	123					123
Total	176	0	0	0	0	176

3.12 – Etat des échéances des autres passifs courants

	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2010
Dettes fournisseurs	20 032	17 293	16 050
Dettes fiscales et sociales	7 669	7 051	7 700
Dettes diverses	1 119	729	264
Autres dettes	8 788	7 780	7 964
Autres passifs courants	0	0	0

Cette dernière rubrique recouvre les produits constatés d'avance ainsi que les dettes relatives à la comptabilisation des dérivés.

Toutes ces dettes sont à échéance à moins d'un an à l'exception du dérivé relatif à l'obligation d'achat des titres AB2M figurant pour 820 K€ dans le poste des autres dettes et dont l'exercice est possible à tout moment à l'initiative du cédant ou de l'acquéreur entre le 15 mai 2014 et le 30 juin 2014.

3.13– Chiffres d'affaires

Le chiffre d'affaires est presque exclusivement réalisé en France. Il est net des remises accordées.

	du 01/07/11 31/12/11	au	du 01/07/10 au 30/06/11	du 01/07/10 31/12/10	au
Ventes	34 298		60 845	30 702	
<i>dont export</i>		136			78
Prestations	27 039		48 286	23 900	
Total	61 337		109 131	54 602	

La ventilation par secteur opérationnel est la suivante :

	du 01/07/11 31/12/11	au	du 01/07/11 au 30/06/10	du 01/07/10 31/12/10	au
Respiratoire		10 697		17 868	9 159
Nutrition-Perfusion		12 694		21 869	10 307
MAD		37 946		69 394	35 136
Divers					
Total	61 337		109 131	54 602	

3.14- Autres produits

	31/12/2011	30/06/2011
Reprises sur provisions	0	147
Transfert de charges	1	1 185
Divers	82	451
Total	83	1 783

3.15 - Coût de l'endettement financier

	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2010
Intérêts sur emprunts	460	531	530
Intérêts sur location financement	340	522	504
Divers	4	14	76
Total	804	1 067	1 110

3.16 – Charge d'impôts

Les impôts sur les résultats se répartissent en :

	31/12/2011	30/06/2011
Impôts exigibles	1015	2 432
Impôts différés	297	-123
Total	1 312	2 309

Preuve d'impôts

	31/12/2011	30/06/2011
Résultat avant impôt	3 211	5 539
Taux d'impôt	34,33%	34,33%
Impôt théorique	1 102	1 902
Différences permanentes	11	46
Utilisation de déficits reportables	46	0
Incidence de la CVAE	317	635
Incidence d'impôt différé CVAE	-31	-62
Divers	-133	-212
Impôt effectif	1 312	2 309

Evolution des impôts différés au bilan consolidé :

	31/12/2011	30/06/2011	30/06/2010
Impôt différé actif	0	0	0
Impôt différé passif	598	557	344
<i>dont CVAE</i>	<i>183</i>	<i>214</i>	<i>280</i>

3.17 – Rémunération des mandataires sociaux

Le total des rémunérations versées directement ou indirectement aux mandataires sociaux s'établit à 189 K€ au titre de la période close le 31 décembre 2011 ; il s'établissait à 284 K€ au titre de l'exercice clos le 30 juin 2011 et à 144 K€ au titre de la période close le 31 décembre 2010.

3.18 – Effectifs Groupe

	<u>31/12/11</u>	<u>30/06/11</u>	<u>31/12/10</u>
Groupe BLCM			
- Cadres	132	116	112
- Employés	818	796	762
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	950	912	874

3.19– Engagements financiers hors bilan

Obligations contractuelles	Montant brut	A - 1 an	de 1 à 5 ans	A + 5 ans
Dettes à moyen terme				
- Etablissement de Crédit				
- Dettes financières	4 753	1179	2575	999
- Ret. Loc-Financements				
Contrats de location simple (baux commerciaux)	9 042	4 796	4 246	
Obligations d'achats irrévocables				
Autres obligations à long terme				

3.20– Information sectorielle

La norme IFRS 8 concernant les secteurs opérationnels, remplaçant la norme IAS 14 relative à l'information sectorielle, impose de présenter une information issue des reporting internes.

De ce fait, le Groupe diffuse une information, présentée en note 3. 13 en phase avec les reporting internes qui détaille le chiffre d'affaires par nature et activités. L'analyse des agrégats de rentabilité (tel que résultat opérationnel courant et résultat opérationnel) est réalisée globalement.

En outre, l'information au plan géographique n'est pas représentative.

3.21– Information sur les parties liées

Les transactions entre la société BASTIDE LE CONFORT MEDICAL et ses filiales CONFORTIS, BASTIDE FRANCHISE, Centre de Stomathérapie, A à Z Santé, MEDIKEA, AERODOM et AB2M ont été éliminées en consolidation et ne sont donc pas présentées dans cette note. Les transactions avec les parties liées concernent les opérations réalisées avec des sociétés contrôlées par les dirigeants de BASTIDE LE CONFORT MEDICAL.

	<u>31/12/2011</u>	<u>30/06/2011</u>	<u>31/12/2010</u>
SCI BASTIDE 1 loyers magasin Valence	35	69	34
SCI BASTIDE 2 loyers siège social 1	65	130	65
SCI BASTIDE 3 loyers siège social 2	50	101	50
SCI BASTIDE 4 loyers magasin Nîmes	72	144	72
SCI BASTIDE Gallargues loyers plateforme logistique	165	330	165
SCI BASTIDE Orange – Locaux Orange	18	24	0
SCI BASTIDE VILLABE – Locaux Villabé	72	144	0
SCI BASTIDE CHAPONNAY – Locaux Chaponnay	9	0	0
SCI Toulouse Harmonies – Locaux Toulouse	22	0	0
SA SIB Société mère de BASTIDE LE CONFORT MEDICAL redevances holding	254	432	215

3.22– Passifs éventuels

Le groupe a fait l'objet d'un contrôle fiscal dont il a accepté une partie des redressements

Il conteste une autre partie du redressement qui porte sur la taxe sur la valeur ajoutée (soit environ 1 000 K€).

Compte tenu de la contestation formulée par le groupe après avoir recueilli l'avis de son conseil spécialisé, aucune provision n'est comptabilisée à ce titre. Afin de figer les intérêts de retard, le principal a fait l'objet d'un paiement échelonné sur 18 mois depuis mars 2009.

A la clôture, le montant comptabilisé à ce titre dans les créances fiscales s'élève à 716 K€.

Un litige relatif au paiement de commissions commerciales par un fournisseur pour un montant de 899.063,68 € HT a pris naissance au cours du premier semestre de l'exercice ouvert au 1 er juillet 2011.

3.23 – Informations relatives à l'effet au bilan de la variation du périmètre et incidence sur les agrégats de résultat

	AB2M
Chiffre d'affaires	588
Résultat Net	35

La société concernée a été intégrée dans le périmètre aux 30 septembre 2011.

Ses résultats ont été intégrés, conformément aux méthodes exposées dans la première partie de ce document depuis leur date d'intégration jusqu'à la date de clôture des présents états financiers.

Effets au bilan de la variation du périmètre lors de la prise de participation :

AB2M	Valeur nette comptable	Juste valeur
Actif net immobilisé	4	1 222
Goodwill	0	997
Immobilisations corporelles	4	4
Immobilisations incorporelles	0	221
Besoin en fonds de roulement	27	105
Endettement net	-122	-122
Part des minoritaires		118
Part du Goodwill complet affecté au Groupe		416
Coût du regroupement		705

3.24 – Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement susceptible d'influer sur les comptes du groupe de manière significative n'est intervenu depuis la date de clôture de la période.

II - RAPPORT D'ACTIVITE SEMESTRIEL

1 - Comptes consolidés Bastide, le Confort Médical

Le chiffre d'affaires a connu l'évolution suivante :

- 50.560 K€ H.T. au 31 décembre 2009,
- 54.602 K€ H.T. au 31 décembre 2010,
- 61.337 K€ H.T. au 31 décembre 2011 (59.847 k€ sur bases comparables S1 10/11 <-> S1 11/12),

en progression de 12.34 % sur les six premiers mois par rapport à l'exercice précédent (+ 9.61% en base comparable).

Le chiffre d'affaires moyen mensuel s'établit respectivement à 10.222 K€ H.T. au 31 décembre 2011 contre 9.100 K€ H.T. au 31 décembre 2010.

Le coefficient de marge brute s'établit à 62.37 % pour l'exercice clos au 31 décembre 2011 contre 61.18 % pour l'exercice clos au 31 décembre 2010.

Le résultat opérationnel est en progression de 14.70% il était de 3.489 K€ H.T. au 31 décembre 2010 et s'établit à 4 002 K€ H.T. au 31 décembre 2011.

Le ratio résultat opérationnel sur chiffre d'affaires hors taxes, qui était de 6.39% au 31 décembre 2010, passe à 6.52 % au 31 décembre 2011.

Le résultat financier représente une charge de 804 K€ au 31 décembre 2011 contre 641 K€ au 31 décembre 2010.

Compte tenu d'un impôt sur les bénéfices de 1 312 K€ au 31 décembre 2011 impôt calculé à 33,33 %, c'est un bénéfice net part groupe de 1 883 K€ que nous avons réalisé au 31 décembre 2011, contre 1.524 K€ au 31 décembre 2010.

2 - Comptes sociaux Bastide, le Confort médical

Notre chiffre d'affaires a évolué ainsi au cours des trois derniers exercices :

- 50.434 K € H.T. au 31 décembre 2009,
- 53.688 K€ H.T. au 31 décembre 2010.
- 58 137 K€ H.T. au 31 décembre 2011.

ce qui représente une hausse de 8.29 % sur les six premiers mois par rapport au 1er semestre de l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation passe de 910 K€ au 31 décembre 2010 à 1 325 K€ au 31 décembre 2011.

Le résultat net passe de 6 054 K€ au 31 décembre 2010 à 2 858 K€ au 31 décembre 2011 en tenant compte d'un impôt calculé à 33,33 % de 286 k€.

3 - Evénements importants du semestre écoulé et leur incidence sur les comptes – faits marquants et évolution

Le Groupe Bastide poursuit son développement dans le domaine de la stomathérapie et l'auto-sondage urinaire en prenant en octobre 2011, une participation majoritaire à hauteur de 51.33% dans la société AB2M.

Cette société est basée à TRAPPES (78).

En parallèle, le Groupe BASTIDE a également racheté le solde des actions (35%) de la SAS MEDIKEA.

Sur ce semestre, il n'y a pas eu d'ouverture de nouvelles agences.

Les partenariats avec des groupes privés de maisons de retraite ont été consolidés afin de conforter son positionnement dans ce secteur d'activité.

4 - Prévisions pour le second semestre

Compte tenu des éléments survenus au cours du premier semestre évoqués ci-dessus, la Société envisage de poursuivre une croissance organique positive de son chiffre d'affaires au cours du second semestre afin d'améliorer ses ratios de rentabilité et sa structure financière.

La société Bastide le confort médical confortera ses pôles spécialisés régionaux afin d'apporter une réponse toujours plus appropriée aux diverses demandes de ses clients.

Pour le réseau de Franchise, il est prévu de nouvelles ouvertures au cours du semestre prochain.

Ce développement deviendra au cours de ce semestre et des semestres suivants un axe fort de la croissance du réseau national Bastide le confort médical.

5 - Description des principaux risques et incertitudes pour le semestre suivant

Les risques et incertitudes relatifs au second semestre de l'exercice sont identiques à ceux auxquels le Groupe était exposé lors de l'exercice précédent.

Ils sont représentés par les risques sur l'aspect règlementaire, les contrôles des Caisses et organismes sociaux, les rejets de dossiers, la plus grande rigueur des organismes sur le plan administratif et la faible évolution des tarifs de prise en charge à la L.P.P.

Ces risques sont décrits en notes page 68 et suivantes et page 83 et suivantes du Rapport annuel 2009/2010.

Fait à Caissargues, le 27 février 2012

Guy BASTIDE

Président du Conseil d'Administration

Vincent BASTIDE

Directeur Général Délégué

III - DECLARATION DES PERSONNES PHYSIQUES ASSUMANT LA RESPONSABILITE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ET LA REGULARITE DES COMPTES

Nous attestons, à notre connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Guy BASTIDE

Président du Conseil d'Administration

Vincent BASTIDE

Directeur Général Délégué

IV – RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société BASTIDE Le Confort Médical, relatifs à la période du 1^{er} juillet 2011 au 31 décembre 2011, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1 Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 –norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2 Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Montpellier et Nîmes, le 29 février 2012.

Les Commissaires aux Comptes

Grant Thornton
Membre français de
Grant Thornton International

François CAYRON
Associé

TSA AUDIT

Philippe SILHOL